

Annexe B

Modèle d'appel à propositions (AP) pour les parties responsables (Pour les organisations de la société civile - OSC)

This is a translation of the English version of this document. If there are inconsistencies or conflicts between the English document and the translated document, the English document prevails.

Section 1

Numéro de l'AP (À remplir par ONU Femmes)

a. Lettre d'AP pour les parties responsables

ONU Femmes prévoit d'engager une coopération avec des (parties responsables) conformément aux présents documents. ONU Femmes invite à présent les soumissionnaires qualifiés à lui faire parvenir des propositions sous pli cacheté ou par email, afin de fournir des réponses aux exigences définies dans ses termes de référence.

Les propositions doivent parvenir à ONU Femmes à l'adresse email indiquée au plus tard le 11/12/2023 à 17H00

La fourchette budgétaire de la proposition doit correspondre au montant suivant

[fourchette à indiquer par ONU Femmes (200 000 dollars . – 250 000 dollars.)]

Le présent appel à propositions d'ONU Femmes est composé de deux sections:

Section 1

- a. Lettre d'AP pour les parties responsables
- b. Fiche descriptive de la proposition à l'intention des parties responsables
- c. Termes de référence d'ONU Femmes

Annexe B-1 Conditions obligatoires / critères de présélection

Section 2

- a. Instructions à l'attention des soumissionnaires

Annexe B-2 Modèle de soumission de la proposition

Annexe B-3 Format de curriculum vitae de l'équipe proposée

Annexe B-4 Documents minimaux d'évaluation des capacités

Les annexes doivent être (obligatoirement) complétées par les soumissionnaires et renvoyées avec la proposition

Annexe B-1 Conditions obligatoires / critères de présélection

Annexe B-2 Modèle de soumission de la proposition

Annexe B-3 Format de curriculum vitae de l'équipe proposée

Annexe B-4 Documents minimaux d'évaluation des capacités

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir de plus amples informations en envoyant un courriel à l'adresse suivante : mali.osc@unwomen.org

b. Fiche descriptive de la proposition à l'intention des parties responsables

Programme/projet : Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente aux changements climatiques	Demandes de précisions exigibles au :	
	Date : 1/12/2023	Heure : 17H00
Nom officiel du programme : Agriculture, Femmes et Développement Durable	(par courriel)	
Courriel : mali.osc@unwomen.org	Précisions à apporter par ONU Femmes à l'intention des soumissionnaires exigibles au : [le cas échéant]	
	Date : 3/12/2023	Heure : 14H45
Numéro de téléphone : +223 20 70 51 52		
	Proposition à remettre le :	
Date d'émission : 25/9/2023	Date : 11/12-2023	Heure : 17H00
	Date probable d'attribution prévue :	31/1-2024
	Date prévue de début / d'exécution du contrat : 15 février 2024	

a. Termes de référence d'ONU Femmes

1. Introduction

a. Contexte / cadre des services requis / résultats

Le Mali est un pays agro-sylvo-pastoral typiquement Sahélien et enclavé n'ayant aucune débouchée sur la mer avec une superficie de 1.241.248 km². La population du Mali est estimée la population à 19 137 637 de personnes avec 51,5% de population féminine.¹ et une population agricole estimée en 14.107.926 d'habitants, apparaît comme l'un des pays agricoles à fortes potentialités agricoles non exploité à hauteur de souhait en Afrique de l'Ouest. Plus de la moitié de la population malienne vit en milieu rural qui abrite plus de 62% des travailleurs (EMOP, 2017). L'économie du Mali repose principalement sur le secteur agricole, qui contribue à hauteur de 36 % au produit intérieur brut, environ 80 % de la population dépend, directement ou non, des activités agricoles².

En conséquence, le secteur agricole apparaît comme le moteur de la croissance et de la sécurité alimentaire au Mali. Dans toutes les régions administratives du pays, elle reste de loin l'activité la plus dominante suivie par l'élevage. Le développement de l'agriculture

¹ Source: Rapport sur les principaux résultats définitifs du module agriculture intégré dans la phase cartographie du recensement général de la population et de l'habitat, édition 5 (Avril 2021),

² Analyse de l'économie politique du Mali -Perspectives sur les programmes de sécurité alimentaire (décembre 2019).

occupe une place de choix dans la stratégie de développement du pays. Il est intégré dans l'axe stratégique 3 du CREDD 2019-2023 relatif à la « croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie » dont les objectifs stratégiques sont (i) créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive, (ii) promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif, (iii) développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois, (iv) développer et améliorer l'efficacité des secteurs d'appui à la production et (v) mettre en place et développer un partenariat et une stratégie de financement du développement.

Cependant, le caractère sahélien et la situation d'enclavement du pays couplées aux conséquences des effets des changements climatiques et de la crise socio-politico-sécuritaires actuelles, rendent vulnérable le secteur Agricole fortement dépendant de la pluviométrie. En effet, ce secteur est structurellement fait de petits producteurs, générateur d'inégalité genre qui pose de réels défis d'économie d'échelle et d'adoption de technologies améliorées pour le développement durable des filières agricoles. Le pays compte 694 560 exploitations agricoles avec une superficie de 3 276 176 ha, soit une moyenne de 4,72 ha par exploitation (RGA, 2006). Ce qui cache la contribution réelle des femmes dans les chaînes de valeurs Agricoles. Elles représentent 51,5% de la population totale, environ 49% de la population agricole. Depuis plusieurs années, les femmes sont les principales actrices de la production agricoles au Mali, bien que les hommes aient des capacités de production plus grandes.

Pour renforcer la résilience des femmes rurales agricultrices aux effets des changements climatiques, ONU Femmes a développé et mise en œuvre le Programme « accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture durable ». Il est l'un des programmes prioritaires de ONU Femmes Mali et contribue à la mise en œuvre de la note stratégique 2020- 2024 sur le résultat 3. Son objectif global est que les femmes rurales aient un meilleur accès aux moyens de production et ressources productives afin de renforcer leur résilience aux effets des changements climatiques.

Le programme AgriFeD du Mali dans sa première phase qui a duré 5 ans (2017-2021) et a permis de toucher plus de 26 000 bénéficiaires d'une centaine de groupements de femmes intervenant dans le secteur agricole dans les 6 premières régions du pays (selon l'ancienne découpage administrative).

Les résultats obtenus grâce à l'implication et la motivation des groupements de femmes agricultrices et l'engagement et l'accompagnement de différentes parties prenantes notamment les autorités coutumières et les responsables administratifs ont motivé le développement de la phase II du programme. Les présents TDR rentrent dans le cadre du processus de sélection de nouveaux partenaires de mise en œuvre du programme sur la période 2023-2024.

b. Aperçu général des services requis / résultats

Le présent recrutement d'Organisations de la Société Civile (OSC) nationales ou internationales vise à livrer des services d'appuis pour renforcer la résilience communautés particulièrement les femmes face aux effets des changements climatiques à travers la mise en œuvre de pratiques agricoles durables et innovantes. Ainsi, d'ici 2026, il est attendu le renforcement de l'autonomisation économique de 50 000 bénéficiaires des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso Mopti, Tombouctou Gao et du district de Bamako et accroître leur résilience face aux changements climatiques. Au moins 20% des cibles seront des jeunes et le programme tiendra compte des cibles vulnérables tels que les handicapés.

I. Résultats/produits visés par le programme AgriFeD II

Les organisations intéressées par ce recrutement doivent faire des propositions sur la base des canevas de projet et d'offre financière en s'alignant sur ces objectifs et résultats en définissant des activités qui permettent la réalisation de ces derniers.

Résultat 1 : Les acteurs locaux et nationaux sont davantage en mesure d'améliorer des politiques et des plans relatifs à l'agriculture et aux énergies renouvelables permettant aux femmes de bénéficier d'un meilleur accès aux ressources de production, aux services et aux technologies pour une agriculture écologique

Produit 1.1 : Les collectivités locales cibles ont amélioré leurs capacités d'intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi des politiques, lois et plans concernant le domaine agricole, les énergies renouvelables et les changements climatiques

Produit 1.2 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux espaces de production sécurisés et aménagés

Résultat 2 : Les agricultrices ont renforcé leurs capacités en matière de pratiques agricoles durables, notamment en utilisant des moyens de production modernes qui réduisent la pénibilité du travail agricole dans le contexte de changements climatiques

Produit2.1 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux innovations technologiques, y compris les équipements de production agricole durable

Produit2.2: Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux marchés avec une utilisation améliorée des NTIC, aux infrastructures de transformation, stockage, conservation et de commercialisation

Produit2.3 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont renforcé leur accès et leur utilisation efficiente des mécanismes de financements agricoles mettant l'accès sur la fintech

Produit2.4: Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont renforcé leur réseautage dans une approche chaîne de valeur

Résultat. 3 : les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupements dirigés par des femmes ont amélioré leur productivité agricole avec une utilisation et une promotion accrue des sources d'énergie renouvelable

Produit 3.1 : les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupes dirigés par des femmes, ont un meilleur accès aux énergies renouvelables

Produit 3.2 : les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupes dirigés par des femmes, notamment des jeunes femmes ont généré plus de revenus avec un accès et une utilisation accrue des énergies renouvelables pour les activités productives et domestiques

2. Échéancier: Date de début et de fin de prestation des services requis / résultats [veuillez préciser]

L'appui doit se faire sur la période de janvier à décembre 2024

3. Compétences

a. Compétences techniques et opérationnelles requises :

- être une Organisation Non Gouvernementale (ONG) enregistrée dans le pays
- L'organisation doit disposer d'une forte capacité organisationnelle pour mettre en œuvre le projet et répondre aux exigences de gestion de ONU Femmes.
- Promouvoir des initiatives en matière de genre et avoir développé des liens de partenariat avec les organisations féminines
- Avoir une bonne expérience en matière d'accompagnement et de renforcement des capacités des femmes rurales

Avoir une bonne connaissance du contexte macroéconomique du pays et les enjeux liés aux changements climatiques et la méthodologie de renforcement des capacités d'organisation, de production et de commercialisation des coopératives et femmes agricultrices ?

- Démontrer un potentiel élevé de créativité et d'innovation et de mise à l'échelle de bonnes pratiques
- Avoir des approches pour Impliquer les jeunes, les personnes handicapées, les populations marginalisées et les communautés isolées en tant que partenaires et bénéficiaires dans la mise en œuvre du programme,
- Avoir une expérience en matière d'appui au développement et mise en œuvre d'initiatives de plaidoyer pour influencer les politiques, stratégies, de plans permettant un meilleur accès des femmes rurales aux moyens de production
- Avoir une expérience dans la génération des connaissances
- Travailler dans la transparence et impartialité dans l'identification des bénéficiaires et partenaires et tout au long de la mise en œuvre des activités dans les projets.

b. Autres compétences, qui, bien que non requises, peuvent être un atout pour la prestation des services

Annexe B-1

Conditions obligatoires / critères de présélection [À compléter par les soumissionnaires, puis à renvoyer avec leur proposition]

Appel à propositions

Description des services :

Numéro de l'AP

Les soumissionnaires doivent remplir le présent formulaire et le renvoyer dans le cadre de leur soumission. Les soumissionnaires recevront une note de réussite / d'échec concernant cette section. Afin que leur candidature soit prise en compte, les soumissionnaires doivent remplir tous les critères obligatoires décrits ci-dessous. Ils doivent répondre à toutes les questions dans le présent formulaire ou dans un duplicata exact de celui-ci. ONU Femmes se réserve le droit de vérifier les informations figurant dans la réponse du soumissionnaire ou de demander des informations supplémentaires après la réception de la proposition. Les réponses incomplètes ou inadéquates, les réponses manquantes ou les réponses faussées aux questions entraîneront une disqualification.

Conditions obligatoires / critères de présélection	Réponse du soumissionnaire
1.1. Veuillez confirmer que les services requis font partie des principaux services que le soumissionnaire exécute en tant qu'organisation. Cette confirmation doit être étayée d'une liste d'au moins deux références de clients pour lesquels le soumissionnaire prête actuellement, ou a prêté un service similaire.	Référence n° 1 : Référence n° 2 :
1.2. Veuillez confirmer que le soumissionnaire est dûment enregistré ou dispose d'une base juridique / d'un mandat officiel en tant qu'organisation	Oui / non
1.3. Veuillez confirmer que le soumissionnaire est en activité depuis au moins cinq (5) ans en tant qu'organisation ³	Oui / non
1.4. Veuillez confirmer que le soumissionnaire dispose d'un bureau permanent dans la zone du site.	Oui / non
1.5. Le soumissionnaire doit donner son accord en vue de la visite d'un site d'un bénéficiaire à un emplacement ou dans une zone présentant un champ d'activité similaire à celui qui est décrit dans le présent AP.	Oui / non
1.6. Veuillez confirmer que le soumissionnaire n'a fait l'objet d'aucun constat de fraude, ni d'une quelconque autre faute, à la suite d'une enquête menée par ONU Femmes ou par une autre entité relevant de l'Organisation des Nations Unies. Le soumissionnaire doit indiquer s'il fait actuellement l'objet d'une enquête pour fraude ou pour une quelconque autre faute de la part d'ONU Femmes ou d'une autre entité	Oui / non

³ Dans des circonstances exceptionnelles, un enregistrement d'une durée de trois (3) ans peut être accepté, sous réserve d'être dûment justifié.

relevant de l'Organisation des Nations Unies et fournir des précisions au sujet de cette enquête	
1.7. Veuillez confirmer que le soumissionnaire n'a fait l'objet d'aucune enquête et / ou n'a été accusé d'aucune faute liée à l'exploitation et aux atteintes sexuelles (EAS) ⁴ .	Oui / non
1.8. Veuillez confirmer que le soumissionnaire ne figure sur aucune liste de sanctions correspondante, y compris, au minimum, la / les liste(s) récapitulative(s) des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies, la liste des fournisseurs inadmissibles des Nations Unies gérée par le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, et la liste consolidée des sanctions de l'Union européenne	Oui / non

⁴ [Circulaire du Secrétaire général, 9 octobre 2003 : « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels » \(ST/SGB/2003/13\)](#), et Protocole de l'Organisation des Nations Unies sur les allégations d'exploitation et violences sexuelles impliquant des partenaires opérationnels

Section 2

Numéro de l'AP (À remplir par ONU Femmes)

a. Instructions à l'intention des soumissionnaires (parties responsables)

1. Introduction

- 1.1. ONU Femmes invite les parties qualifiées à soumettre des propositions techniques et financières portant sur la prestation des services liés au recrutement par ONU Femmes d'une partie responsable.
- 1.2. ONU Femmes sollicite des propositions de la part des organisations de la société civile (OSC) (nationales et internationales). **Les organisations ou les entités de femmes sont vivement encouragées à postuler.**
- 1.3. Une description des services requis figure à la section 1 - C de l'AP intitulée « Termes de référence ».
- 1.4. ONU Femmes peut, à sa discrétion, annuler les services en partie ou dans leur totalité.
- 1.5. Les soumissionnaires peuvent retirer la proposition après avoir soumis celle-ci, sous réserve qu'ONU Femmes ait reçu une notification écrite du retrait avant la date limite indiquée pour la présentation des propositions. Aucune modification ne peut être apportée à une proposition après la date limite de soumission de celle-ci. Aucune proposition ne peut être retirée entre la date limite de soumission des propositions et la date d'expiration de la période de validité de la proposition.
- 1.6. Toutes les propositions demeurent valides et ouvertes à l'acceptation pendant une période de 90 jour calendaire à compter de la date indiquée pour la réception des propositions. Une proposition dotée d'une période de validité inférieure est susceptible d'être rejetée. Dans des circonstances exceptionnelles, ONU Femmes peut solliciter le consentement du soumissionnaire afin de prolonger la période de validité. La demande et les réponses à celle-ci doivent être effectuées par écrit.

À compter de la publication du présent AP, toutes les communications doivent être adressées exclusivement à ONU Femmes, par courriel, à l'adresse suivante :

mali.osc@unwomen.org

Il est interdit aux soumissionnaires de communiquer avec d'autres membres du personnel d'ONU Femmes au sujet du présent AP.

2. Coût de la proposition

- 2.1. Les coûts correspondant à la préparation d'une proposition, à la participation à des conférences, à des réunions ou à des présentations orales préalables à la proposition incombent aux soumissionnaires, indépendamment du déroulement ou de l'issue du processus d'AP. Les services offerts dans le cadre des propositions doivent répondre à la totalité des exigences ; les propositions qui offrent uniquement une partie des services seront rejetées.

3. Éligibilité

- 3.1. Les soumissionnaires doivent satisfaire à l'ensemble des conditions obligatoires et des critères de présélection énoncés à l'**annexe B-1**. Des explications approfondies figurent au point 4 ci-dessous. Les soumissionnaires recevront une note de réussite / d'échec concernant cette section. Afin que leur candidature soit prise en compte, les soumissionnaires doivent remplir tous les critères obligatoires décrits à l'**annexe B-1**. ONU Femmes se réserve le droit de vérifier les informations contenues dans la réponse du soumissionnaire ou de demander des informations supplémentaires après la réception de la proposition. Les réponses incomplètes ou inadéquates, les réponses manquantes ou les réponses faussées aux questions entraîneront une disqualification.

4. Critères obligatoires / de présélection

- 4.1. Les conditions obligatoires / critères de présélection ont été conçus de manière à garantir, dans la mesure du possible au cours de la phase initiale du processus de sélection de l'AP, que seuls les soumissionnaires disposant d'une expérience suffisante, de la solidité et de la stabilité financières, des connaissances techniques avérées, de la capacité manifeste de remplir les critères d'ONU Femmes et de références provenant de clients majeurs qui leur permettront de fournir les services prévus dans le cadre du présent AP pourront être admissibles pour un examen complémentaire. ONU Femmes se réserve le droit de vérifier les informations contenues dans la réponse du soumissionnaire ou de demander des informations supplémentaires après la réception de la proposition. Les réponses incomplètes ou inadéquates, les réponses manquantes ou les réponses faussées aux questions nuiront à votre évaluation.
- 4.2. Les soumissionnaires se verront attribuer une note de réussite / d'échec dans la section consacrée aux conditions obligatoires / critères de sélection. Afin d'être pris en compte dans le cadre de la phase I, les soumissionnaires doivent remplir l'ensemble des conditions obligatoires / critères de présélection décrits dans le présent AP.

5. Précisions concernant les documents de l'AP

- 5.1. Les soumissionnaires éventuels qui souhaitent obtenir des précisions concernant les documents de l'AP peuvent en faire part à ONU Femmes par écrit en adressant un courriel à l'adresse électronique de l'organisation mentionnée dans l'AP au plus tard à la date et à l'heure indiquées. ONU Femmes répondra par écrit aux demandes de précisions concernant les documents d'AP reçues au plus tard à la date indiquée dans la section 2. Les copies écrites de la réponse d'ONU Femmes (incluant la demande de précision mais sans en identifier l'origine) seront publiées au moyen du même procédé que le présent document (de l'AP).
- 5.2. Si l'AP a été annoncé publiquement, les précisions apportées en réponse à la demande (incluant la demande de précision mais sans en identifier l'origine) seront affichées sur la source de publication.

6. Modifications des documents de l'AP

- 6.1. À tout moment avant la date limite de présentation des propositions, ONU Femmes peut, pour quelque motif que ce soit, de sa propre initiative ou en réponse à une demande de précision émise par un soumissionnaire éventuel, modifier les documents de l'AP par voie d'amendement. Tous les soumissionnaires éventuels ayant reçu les documents

de l'AP seront informés par écrit de la totalité des amendements apportés à ceux-ci. Pour les concours publics, tous les amendements seront également affichés sur la source de publication.

- 6.2. Afin de fournir aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour tenir compte des amendements dans le cadre de la préparation de leurs propositions, ONU Femmes peut, à sa discrétion, prolonger le délai de soumission de la proposition.

7. Langue de la proposition

- 7.1. La proposition préparée par le soumissionnaire ainsi que l'ensemble de la correspondance et des documents liés à la proposition qui ont été échangés entre le soumissionnaire et ONU Femmes sont rédigés en français.
- 7.2. Les pièces justificatives et la documentation imprimée fournies par le soumissionnaire peuvent être rédigées dans une autre langue, sous réserve qu'elles soient accompagnées d'une traduction française appropriée de tous les passages pertinents. Dans de tels cas, la traduction prévaut à des fins d'interprétation de la proposition. Le soumissionnaire assume l'entière responsabilité de la traduction et de l'exactitude de celle-ci.

8. Soumission de la proposition

- 8.1. Les propositions technique et financière sont présentées dans le cadre du modèle de soumission de la proposition (annexe B2-3) dans un seul courriel, doté de la référence de l'AP et d'une description précise de la proposition au plus tard à la date et à l'heure stipulées dans le présent document. Si les courriels et les pièces jointes ne comportent pas les indications requises dans les instructions, ONU Femmes n'assumera aucune responsabilité quant à la perte ou à l'ouverture prématurée des propositions soumises. Le corps de texte du courriel doit indiquer le nom et l'adresse du soumissionnaire.

Toutes les propositions doivent être envoyées par courriel à l'adresse électronique sécurisée suivante: mali.osc@unwomen.org

- 8.2. La réception des propositions doit se faire au plus tard à la date et à l'heure indiquées dans le présent AP et respecter la procédure de soumission stipulée dans celui-ci. Les soumissionnaires ont la responsabilité de veiller à ce qu'ONU Femmes reçoive leur proposition au plus tard à la date et à l'heure fixées. Les propositions reçues par ONU Femmes au-delà de la date et de l'heure fixées peuvent être rejetées.
- 8.3. Lors de la réception des propositions par courriel (ainsi qu'il est requis pour l'AP), l'heure de réception correspond à la date et à l'heure auxquelles la proposition soumise a été reçue dans la boîte de réception d'ONU Femmes prévue à cet effet. ONU Femmes décline toute responsabilité en cas de retards dus à des problèmes de réseau, etc. Il appartient aux seuls soumissionnaires de veiller à ce que leur proposition soit reçue par ONU Femmes dans la boîte de réception prévue à cet effet à la date limite fixée dans le cadre de l'AP ou préalablement à celle-ci.
- 8.4. Propositions **reçues en retard**: Les propositions reçues par ONU Femmes au-delà de la date limite de soumission des propositions fixée dans le présent document sont susceptible d'être rejetées.

9. Précisions à apporter aux propositions

9.1. Afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des propositions, ONU Femmes peut, à sa discrétion, demander au soumissionnaire de fournir des précisions concernant sa proposition. La demande de précisions et la réponse à celle-ci doivent se faire par écrit et il est interdit de chercher à obtenir, de proposer ou de permettre des modifications concernant le prix ou le fond de la proposition. ONU Femmes examinera les aspects informels mineurs, les erreurs, les fautes d'écriture, les erreurs manifestes concernant le prix et les documents manquants conformément à sa politique et à ses procédures.

10. Monnaies utilisées dans la proposition

10.1. Tous les prix doivent être mentionnés en (monnaie locale) __FCFA_____

10.2. ONU Femmes se réserve le droit de rejeter les propositions soumises sur la base d'une monnaie autre que la monnaie obligatoire pour la proposition susmentionnée. ONU Femmes peut accepter des propositions présentées sur la base d'une monnaie autre que celle qui est mentionnée ci-dessus sous réserve que le soumissionnaire confirme dans le cadre de l'apport de précision aux propositions (voir le paragraphe (8) écrit ci-dessus) qu'il acceptera un contrat émis dans la monnaie obligatoire et que le taux de change opérationnel pratiqué par l'Organisation des Nations Unies à la date limite de l'AP énoncée dans la lettre d'AP s'applique à des fins de conversion.

10.3. Quelle que soit la monnaie indiquée dans les propositions reçues, le contrat sera toujours émis, et les paiements ultérieurs seront effectués dans la monnaie obligatoire pour la proposition susmentionnée.

11. Evaluation des propositions techniques et financière

11.1 PHASE I – PROPOSITION TECHNIQUE (70 points)

11.1.1. Seuls les soumissionnaires qui remplissent les critères obligatoires pourront être soumis à l'examen de la proposition technique, à l'issue duquel un maximum de 70 points peut être accordé. Les évaluateurs techniques, qui font partie d'une commission d'évaluation nommée par ONU Femmes, procéderont à l'évaluation technique en appliquant les critères d'évaluation et les échelles de notation listée ci-dessous. Afin de passer de la phase I du processus d'évaluation approfondie à la phase II (évaluation financière), une proposition doit avoir obtenu une note cumulative minimale de 50 points.

11.1.2.

1	La proposition est conforme aux exigences de l'appel à propositions	15 points
2	Le mandat de l'organisation correspond aux travaux à entreprendre conformément aux termes de référence (volet 1)	20 points

3	La proposition atteste d'une bonne compréhension des exigences des termes de référence et montre que l'organisation dispose de la capacité requise d'entreprendre les travaux avec succès (volets 2, 3 et 4)	35 points
	TOTAL	70 points

11.2 PHASE II - PROPOSITION FINANCIÈRE (30 points)

11.2.1. les propositions financières seront examinées à l'issue de l'évaluation technique. Le soumissionnaire proposant le coût évalué le plus bas se verra attribuer 30 points. Les autres propositions financières obtiendront des points au prorata sur la base du rapport entre le prix proposé par le soumissionnaire et celui du coût évalué le plus bas

Formule de calcul des points :
Points = points financiers (A/B)

Exemple : Le prix du soumissionnaire A, d'un montant de 10,00 \$, est le plus bas. Le soumissionnaire A reçoit 30 points. Le prix proposé par le soumissionnaire B s'élève à 20,00 \$. Le soumissionnaire B reçoit $(10,00 \$/20,00\$) \times 30$ points = 15 points

12. Préparation de la proposition

12.1. Vous êtes tenu d'examiner toutes les conditions et instructions incluses dans les documents de l'AP.

Le non-respect de l'obligation de fournir l'ensemble des information requises se fait aux propres risques du soumissionnaire et peut entraîner le rejet de sa proposition.

12.2. La proposition du soumissionnaire doit être structurée conformément au format du présent AP. Chaque soumissionnaire doit répondre à chaque demande ou exigence stipulée et confirmer qu'il comprend et accepte les exigences établies par ONU Femmes. Le soumissionnaire doit identifier les hypothèses de fond qu'il a formulées dans le cadre de la préparation de sa proposition. Le report d'une réponse à une question ou à un problème à la phase de négociation du contrat n'est pas admissible. Les aspects qui n'ont pas été spécifiquement abordés dans le cadre de la proposition du soumissionnaire seront considérés comme acceptés par le soumissionnaire. Les termes de « soumissionnaire » et de « contractant » font référence aux organisations qui soumettent une proposition au titre du présent AP.

12.3. Si le soumissionnaire se voit soumettre une exigence, ou s'il lui est demandé de recourir à une approche spécifique, il doit non seulement attester de son approbation, mais également décrire, le cas échéant, comment il envisage de satisfaire cette exigence. L'absence de réponse à une question sera considérée comme une acceptation de celle-ci. Lorsqu'une réponse descriptive est requise, l'absence de description sera considérée comme irrecevable.

12.4. Les termes de référence figurant dans le présent document fournit un aperçu général du fonctionnement actuel. Si le soumissionnaire souhaite proposer des solutions autres ou équivalentes, il doit démontrer que les changements suggérés apportent un résultat équivalent ou supérieur aux exigences établies par ONU Femmes. L'approbation de ces changements relève de la discrétion d'ONU Femmes.

12.5. Les propositions doivent offrir des services correspondant à la totalité des exigences, sauf autorisation contraire dans le document de l'AP. Les propositions qui n'offrent qu'une partie des services sont susceptibles d'être rejetées, sauf autorisation contraire dans le document de l'AP.

12.6. La proposition du soumissionnaire inclut l'ensemble des annexes suivantes:

Soumission dans le cadre de l'AP (à la date de présentation de la proposition ou avant celle-ci) :

Au minimum, les soumissionnaires complètent et renvoient les documents listés ci-dessous (annexes au présent AP) **en tant que partie intégrante de leur proposition**. Les soumissionnaires peuvent joindre à leur proposition les documents supplémentaires qu'ils jugent appropriés.

Le non-respect de l'obligation de compléter et de renvoyer les documents listés ci-dessous dans le cadre de la proposition peut entraîner le rejet de cette dernière.

Document faisant partie intégrante de la proposition	Annexe B-1 Conditions obligatoires / critères de présélection
Document faisant partie intégrante de la proposition	Annexe B-2 Modèle de soumission de la proposition
Document faisant partie intégrante de la proposition	Annexe B-3 Format de curriculum vitae de l'équipe proposée
Document faisant partie intégrante de la proposition	Annexe B-4 Documents minimaux d'évaluation des capacités

Si, après avoir évalué cette offre, vous avez pris la décision de ne pas soumettre votre proposition, nous vous serions reconnaissants de renvoyer le présent formulaire en indiquant les motifs pour lesquels vous ne participez pas.

13. Format et signature de la proposition

13.1. La proposition est dactylographiée ou rédigée à l'encre indélébile et porte la signature du soumissionnaire ou d'une ou plusieurs personnes dûment autorisées à lier le soumissionnaire par le contrat. Une procuration écrite accompagnant la proposition atteste de cette autorisation.

13.2. La proposition ne contient aucun ajout entre les lignes, aucune rature ni aucun mot recouvert, sauf si cela s'avère nécessaire pour corriger des erreurs commises par le

soumissionnaire, auquel cas ces corrections sont paraphées par la ou les personnes qui signent la proposition.

14. Attribution

- 14.1. L'attribution se fera en faveur du soumissionnaire réactif et responsable dont la proposition a été évaluée comme étant la meilleure, à la suite de la négociation d'un contrat acceptable. ONU Femmes se réserve le droit de mener les négociations avec le soumissionnaire au sujet des contenus de sa proposition. L'attribution ne prendra effet qu'après l'acceptation par le soumissionnaire sélectionné des conditions et des termes de référence. **Le contrat inclura le nom du soumissionnaire dont les données financières ont été fournies en réponse au présent AP.** Dès la signature du contrat, ONU Femmes informera promptement les soumissionnaires qui n'ont pas été retenus.
- 14.2. Le soumissionnaire sélectionné est tenu de commencer à fournir ses services à partir de la date et de l'heure stipulées dans le présent AP.
- 14.3. L'attribution consistera en un contrat d'une durée initiale de [nombre de mois/d'années], renouvelable sous les mêmes conditions pour une ou plusieurs périodes supplémentaires, comme indiqué par ONU Femmes.

Annexe B-2

Modèle de soumission de la proposition

Appel à propositions

Description des services :

Numéro de l'AP

Conditions obligatoires / critères de présélection

Les soumissionnaires doivent remplir le présent formulaire (**annexe B-2**) et le renvoyer dans le cadre de leur soumission. Les soumissionnaires doivent satisfaire à l'ensemble des conditions obligatoires et des critères de présélection énoncés à l'**annexe B-1**.

Les soumissionnaires recevront une note de réussite / d'échec concernant cette section. Afin que leur candidature soit prise en compte, les soumissionnaires doivent remplir tous les critères obligatoires décrits à l'annexe B-1. ONU Femmes se réserve le droit de vérifier les informations figurant dans la réponse du soumissionnaire ou de demander des informations supplémentaires après la réception de la proposition. Les réponses incomplètes ou inadéquates, les réponses manquantes ou les réponses faussées aux questions entraîneront une disqualification.

Volet 1 : Historique organisationnel et capacité de mise en œuvre des activités en vue d'atteindre les résultats prévus (longueur maximale : 1,5 page)

La présente section doit fournir une synthèse, dotée des annexes pertinentes, visant à démontrer clairement que l'organisation soumissionnaire a la capacité et la volonté de mettre en œuvre avec succès les activités proposées et de produire des résultats. Parmi les aspects essentiels à exposer dans la présente section figurent les suivants :

1. Nature de l'organisation soumissionnaire : s'agit-il d'une organisation à base communautaire, d'une ONG nationale ou infranationale, d'une institution de recherche ou de formation, etc. ?
2. Mission générale, objet, et principaux programmes / services de l'organisation
3. Groupes de population ciblés (femmes, peuples autochtones, jeunes, etc.)
4. Approche organisationnelle (philosophie) : comment l'organisation réalise-t-elle ses projets (par exemple, sur la base d'une approche sensible au genre, fondée sur les droits de l'homme, etc.) ?
5. Ancienneté et expériences pertinentes en lien avec le programme

6. Synthèse de la capacité organisationnelle pertinente dans le cadre de la proposition de coopération avec ONU Femmes (par exemple, en matière de technique, de gouvernance et de direction, ainsi que de gestion financière et administrative)

Volet 2: Résultats attendus et indicateurs (longueur maximale : 1,5 pages)

La présente section doit exposer l'interprétation effectuée par le soumissionnaire des termes de référence d'ONU Femmes. Elle doit inclure un énoncé clair et spécifique des objectifs que la proposition permettra d'atteindre au regard des termes de référence d'ONU Femmes, y compris :

1. L'**énoncé du problème** ou les défis à aborder compte tenu du contexte décrit dans les termes de référence.
2. Les **résultats** spécifiques attendus (par exemple, les produits) au travers de l'engagement du soumissionnaire. Les résultats attendus sont les changements mesurables qui seront survenus au terme de l'intervention prévue. Il convient de proposer des indicateurs spécifiques et mesurables qui constitueront la base du suivi et de l'évaluation. Ces indicateurs seront affinés, et constitueront une partie importante du contrat conclu entre l'organisation soumissionnaire et ONU Femmes.

Volet 3 : Description de l'approche technique et des activités (longueur maximale : 2,5 pages)

La présente section doit décrire l'approche technique et permettre de démontrer la solidité et la pertinence de l'approche proposée, en précisant les actions qui seront entreprises afin de produire les résultats attendus en termes d'activités. Un lien manifeste et direct doit être établi entre les activités et les résultats, du moins au niveau des produits. Il convient de fournir en outre une description des stratégies spécifiques visant à appuyer l'obtention des résultats, comme par exemple la constitution de partenariats, etc.

Les descriptions des activités doivent être dotées de la précision nécessaire et identifier les **actions** qui seront entreprises, les **personnes** qui en seront chargées, les **échéances** (début, durée, achèvement) et les **emplacements** correspondants. La description des activités doit inclure une mention des organisations et des personnes participant à l'activité ou bénéficiant de celle-ci.

Cet exposé doit être complété d'une présentation tabulaire qui servira de plan de mise en œuvre, comme signalé dans le volet 4.

Volet 4 : Plan de mise en œuvre (longueur maximale : 1,5 pages)

Cette section est présentée sous forme tabulaire et peut être jointe en tant qu'annexe. Elle doit

inclure une description du **déroulement de toutes les activités essentielles ainsi que de l'échéancier (durée)**. Veuillez fournir toutes les précisions nécessaires. Le plan de mise en œuvre doit montrer un flux d'activités cohérent. Veuillez inclure dans le plan de mise en œuvre l'ensemble des rapports d'étape et des examens de suivi.

Plan de mise en œuvre

Numéro du projet :		Nom du projet :											
Nom de l'organisation soumissionnaire :													
Brève description du projet :													
												Dates de début et de fin du projet :	
Brève description des résultats spécifiques (par exemple, les produits) incluant les indicateurs, les bases de référence et les objectifs correspondants. Veuillez faire de même pour chaque résultat													
Veuillez dresser la liste des activités nécessaires en vue de produire les résultats et indiquer la personne responsable de chaque activité										Durée de l'activité en mois (ou en trimestres)			
Activité	Personne responsable	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1.1													
1.2													
1.3													
1.4													

Plan de suivi et d'évaluation (longueur maximale : 1 page)

La présente section doit inclure une explication du plan de suivi et d'évaluation des activités, au cours de sa mise en œuvre (formative) et à son achèvement (récapitulative). Les éléments essentiels à inclure sont les suivants :

- Les modalités de suivi de l'exécution des activités au regard de la concrétisation des étapes et des jalons établis dans le plan de mise en œuvre

- La mesure dans laquelle les retours reçus permettront de faciliter les éventuels corrections et ajustements à mi-parcours de la conception et des plans
- L'approche adoptée afin de permettre aux membres de la communauté de participer aux processus de suivi et d'évaluation

Volet 5 : Risque pesant sur la réussite de la mise en œuvre (1 page)

Veillez identifier et lister les facteurs de risque essentiels en raison desquels les activités pourraient ne pas produire les résultats attendus. Cette liste doit inclure les facteurs internes (par exemple, la technologie employée ne fonctionne pas comme prévu) et les facteurs externes (par exemple, des fluctuations monétaires considérables entraînant des changements économiques pour l'activité). Veuillez décrire les méthodes susceptibles d'atténuer ces risques.

Veillez également inclure dans la présente section les **postulats** essentiels sur lesquels repose le plan d'activité. Dans le cas présent, les postulats sont en grande partie liés aux facteurs externes (par exemple, la stabilité continue d'une politique gouvernementale en matière d'environnement) qui sont anticipés dans la planification et dont dépend la viabilité des activités.

Volet 6 : Budget axé sur les résultats (longueur maximale : 1,5 page)

L'élaboration et la gestion d'un budget réaliste constitue une part importante du développement et de la mise en œuvre d'activités réussies. Une attention particulière portée aux questions de gestion financière et d'intégrité permettra d'en améliorer l'efficacité et la portée. Il convient de garder à l'esprit les principes essentiels suivants lors de la préparation du budget d'un projet :

- L'inclusion des coûts liés à l'exécution efficace des activités et à la production des résultats définis dans la proposition. Les autres coûts associés doivent être financés à partir d'autres sources.
- Le budget doit être réaliste. Il convient de déterminer le coût réel des activités prévues, et de ne pas partir du principe qu'elles seront moins onéreuses.
- Le budget doit inclure tous les coûts associés à la gestion et à l'administration de l'activité ou des résultats et, notamment, les coûts relatifs au suivi et à l'évaluation.
- Le budget doit inclure les « dépenses d'appui » : ces coûts indirects sont encourus dans le cadre du fonctionnement du partenaire, en totalité ou en partie, et peuvent difficilement être liés ou rapportés à la mise en œuvre des travaux (par exemple, les frais d'exploitation, les frais administratifs et les frais généraux associés au fonctionnement normal d'une organisation ou d'une entreprise, tels que les dépenses engagées en faveur du personnel, des locaux et des équipements qui ne constituent pas des coûts directs).

- Le « taux de dépenses d'appui » fait référence au taux fixe auquel le partenaire obtiendra de la part d'ONU Femmes le remboursement de ses dépenses d'appui, qui est fixé dans le Document de projet du partenaire et ne saurait être supérieur à un taux de 8 %, ou au taux énoncé dans les Conditions spécifiques pour les donateurs, si celui-ci est inférieur. Le taux fixe est calculé sur la base des coûts directs éligibles.
- Les postes budgétaires constituent des catégories générales qui permettent de déterminer avec soin les domaines dans lesquelles les dépenses doivent être effectuées. Si une dépense prévue semble être incompatible avec les catégories de postes standard, veuillez inclure le poste dans une autre catégorie de dépenses, et expliquer à quelles fins l'argent est destiné.
- Les chiffres figurant dans le tableau budgétaire doivent concorder avec ceux qui sont inclus dans l'en-tête et le texte de la proposition.

Résultat 1 (concernant, par exemple, le produit) Veuillez utiliser ce tableau pour chaque résultat.				
Catégorie de dépenses	Année 1, [monnaie locale]	Total, [monnaie locale]	\$ US	% du total
1. Personnel				
2. Équipement / matériels				
3. Formation / séminaires / ateliers de voyage				
4. Contrats		..		
5. Autres coûts ⁵				
6. Dépenses accessoires				
7. Autre financement requis		..		
8. Frais administratifs (ne devant pas être				

⁵ « Autres coûts » se réfère à toutes les autres dépenses qui ne sont pas répertoriées dans le budget axé sur les résultats. Veuillez en préciser la nature dans la note en bas de page : _____

supérieures à 8 % ou au pourcentage correspondant au donateur concerné)				
Coût total pour le résultat 1				

Je soussigné(e), (nom) _____ certifie que j'exerce la fonction de (poste) _____ au sein de (nom de l'organisation) _____ et que, en signant la présente proposition pour et au nom de (nom de l'organisation) _____, j'atteste de l'exactitude et de la véracité des informations qu'elle contient et du fait que la signature de la présente proposition relève de l'étendue de mes attributions.

En signant la présente proposition, j'accepte d'être lié(e) par la présente proposition technique en vue de prêter la gamme de services spécifiée dans le dossier de l'AP et je m'engage à respecter les conditions énoncées dans le modèle d'accord de partenariat d'ONU Femmes (document ci-joint).

(Sceau)

(Signature)

Nom imprimé et fonction)

(Date)

Annexe B-3
Format de curriculum vitae de l'équipe proposée

Appel à propositions

Description des services :

Numéro de l'AP

Nom du membre du personnel :

Fonction :

Années passées au sein de l'entreprise : _____

Nationalité : _____

Éducation/Qualifications : (Veuillez résumer le parcours au lycée / à l'université et toute autre formation spécialisée effectués par le membre du personnel en indiquant les noms des établissements, les dates de suivi des cours ainsi que les diplômes et qualifications professionnelles obtenus.)

Parcours d'emploi / expérience professionnelle

(Veuillez commencer par la fonction actuelle et lister les emplois occupés dans le sens chronologique inverse. Veuillez dresser la liste de toutes les fonctions exercées par le membre du personnel depuis l'obtention de son diplôme, en indiquant les dates d'emploi, les noms de l'organisation employeuse, le titre du poste occupé et l'emplacement de l'activité professionnelle. En ce qui concerne l'expérience correspondant aux cinq dernières années, veuillez préciser le type d'activités réalisées, le niveau de responsabilité, le lieu d'affectation et toute autre information ou expérience professionnelle considérée comme pertinente pour la présente mission.)

Références

Veuillez fournir les noms et les adresses de deux (2) références.

Annexe B-4

Documents minimaux d'évaluation des capacités

(doivent être soumis par les parties responsables éventuelles ; la soumission est évaluée par l'examineur)

Appel à propositions

Description des services :

Numéro de l'AP AP/UNW/MAR/2020/04

Document technique, de gouvernance et de gestion	Obligatoire / facultatif
Enregistrement officiel	Obligatoire
Règles de gouvernance / statuts de l'organisation	Obligatoire
Organigramme de l'organisation	Obligatoire
Liste des principaux responsables de l'organisation	Obligatoire
Curriculum vitae des membres clés du personnel proposés dans le cadre de l'engagement d'une coopération avec ONU Femmes	Obligatoire
Cadre de politique anti-fraude conforme à celui d'ONU Femmes ou adoption du cadre de politique anti-fraude d'ONU Femmes	Obligatoire
Politique en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles (EAS) conforme à la circulaire de l'Organisation des Nations Unies relative à l'EAS ST/SGB/2003/13 Si le soumissionnaire a adhéré au protocole EAS de l'Organisation des Nations Unies, il doit veiller à mettre en œuvre une politique d'EAS ;	Obligatoire

Document relatif à l'administration

Document relatif à l'administration et finance	Obligatoire / facultatif
Règles administratives et financières de l'organisation	Obligatoire
Dispositif de contrôle interne	Obligatoire
États vérifiés remontant à trois ans au moins	Obligatoire
Liste des banques	Obligatoire
Nom des auditeurs externes	

Document relatif à la passation de marché	Obligatoire / facultatif
--	---------------------------------

Politique / manuel de passation des marchés	Obligatoire
Modèles des documents de demande relatifs à l'acquisition de biens et de services, par exemple la demande de devis, la sollicitation de propositions, etc.	Obligatoire
Liste des principaux fournisseurs / sous-traitants et copie de leur(s) contrat(s), incluant les documents attestant de leur processus de sélection	

Document relatif à

Document relatif à la relation client et donateurs	Obligatoire / facultatif
Liste des principaux clients / donateurs	Obligatoire
Deux références	Obligatoire
Rapports antérieurs effectués à l'intention des clients / donateurs depuis trois ans au moins	

Annexe B-5
Modèle d'accord de partenariat d'ONU Femmes

[Note: ONU Femmes doit **joindre** la version la plus récente du modèle d'accord de partenariat (y compris ses annexes) ici. Il est situé sur le portail PPG.]



canevas de contrat
partenariat.pdf

Annexe B-6
Politique antifraude d'ONU Femmes

[Note: ONU Femmes doit **joindre** la version la plus récente de la politique antifraude ici. Il est situé sur le portail PPG.]



Anti-Fraud Policy.pdf

Exemple de Cadre logique (à renseigner et mettre en annexe de la proposition de projet)

Résultats attendus (outcomes/outputs)	Indicateurs	Source de vérification	Hypothèses
Résultat 1: Les acteurs locaux et nationaux sont davantage en mesure d'améliorer des politiques et des plans relatifs à l'agriculture et aux énergies renouvelables permettant aux femmes de bénéficier d'un meilleur accès aux ressources de production, aux services et aux technologies pour une agriculture écologique			
Produit 1.1 : Les collectivités locales cibles ont amélioré leurs capacités d'intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi des politiques, lois et plans concernant le domaine agricole, les énergies renouvelables et les changements climatiques			
Activité....			
Activité....			
Produit 1.2 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux espaces de production sécurisés et aménagés			
Activité....			
Activité....			
Résultat 2 : Les agricultrices ont renforcé leurs capacités en matière de pratiques agricoles durables, notamment en utilisant des moyens de production modernes qui			

Résultats attendus (outcomes/outputs)	Indicateurs	Source de vérification	Hypothèses
réduisent la pénibilité du travail agricole dans le contexte de changements climatiques			
Produit2.1 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux innovations technologiques, y compris les équipements de production agricole durable			
Activité....			
Activité....			
Produit2.2: Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont un accès accru aux marchés avec une utilisation améliorée des NTIC, aux infrastructures de transformation, stockage, conservation et de commercialisation			
Activité....			
Activité....			
Produit2.3 : Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont renforcé leur accès et leur utilisation efficace des mécanismes de financements agricoles mettant l'accès sur la fintech			
Activité....			
Activité....			

Résultats attendus (outcomes/outputs)	Indicateurs	Source de vérification	Hypothèses
Produit 2.4: Les bénéficiaires du programme, particulièrement les femmes ont renforcé leur réseautage dans une approche chaîne de valeur			
Activité....			
Activité....			
Résultats 3 les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupements dirigés par des femmes ont amélioré leur productivité agricole avec une utilisation et une promotion accrue des sources d'énergie renouvelable			
Produit 3.1 : les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupes dirigés par des femmes, ont un meilleur accès aux énergies renouvelables			
Activité....			
Activité....			
Produit 3.2 : les bénéficiaires du programme, particulièrement les groupes dirigés par des femmes, notamment des jeunes femmes ont généré plus de revenus avec un accès et une utilisation accrue des énergies renouvelables pour les activités productives et domestiques			
Activité....			
Activité....			

IMPACT ATTENDU de AgriFeD II : D'ici 2024, les collectivités gèrent les ressources naturelles et l'environnement de manière durable et équitable et sont plus résilientes face aux effets néfastes des changements climatiques (il faudra considérer ces indicateurs de résultats dans le cadre logique sans les modifier)

RESULTATS	INDICATEURS	ALIGNEMENT AUX ACTIVITES DU PLAN DE TRAVAIL 2024 DE ONU FEMMES
<p>2.2.5 Les acteurs locaux et nationaux sont mieux à même d'élaborer/d'améliorer, ou de mettre en place, des politiques et des plans agricoles ou d'énergie renouvelable qui permettent aux femmes de bénéficier d'un meilleur accès aux ressources productives, y compris la protection des droits fonciers des femmes, ainsi que l'accès aux services et aux technologies nécessaires à l'agriculture écologique, ce qui conduit à une participation accrue des femmes dans les chaînes de valeur agricoles et les marchés écologiques.</p>	<p>Indicateur 2.2.5A : Nombre de politiques ou de plans élaborés/renforcés ou mis en œuvre tenant compte de la dimension de genre dans l'attribution des terres aménagées et/ou améliorées avec le soutien d'ONU Femmes</p>	<p>2.2.5.5 Soutenir les initiatives gouvernementales visant à améliorer la programmation des stratégies et des politiques nationales en matière d'adaptation et de renforcement de la résilience de l'agriculture au changement climatique</p>
	<p>Indicateur 2.2.5B : Nombre de politiques/plans d'accès aux énergies renouvelables sensibles au genre dont l'élaboration et/ou la mise en œuvre sont soutenues par ONU Femmes</p>	
	<p>Indicateur 2.2.5C : Nombre de communautés ayant adhéré à la Charte de gestion des terres</p>	<p>2.2.5.3 Fournir un appui technique au gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action, le suivi sensible au genre des lois (Charte de gestion des terres), les politiques, les stratégies dans le secteur agricole, les énergies renouvelables et le changement climatique</p>
<p>2.2.6 Les agricultrices ont renforcé leurs capacités en matière de pratiques agricoles durables, y compris l'utilisation de moyens de production modernes et la réduction de la charge physique de l'agriculture dans le contexte du changement climatique</p>	<p>Indicateur 2.2.6A : Nombre de femmes rurales formées aux pratiques agricoles liées au changement climatique</p>	<p>2.2.6.2 Accroître l'accès et l'utilisation par les communautés et les autres bénéficiaires, en particulier les femmes, des innovations technologiques en matière de</p>

		pratiques agricoles durables, y compris la pisciculture, liées au changement climatique et faciliter leur accès aux moyens de production, de conservation, de transformation, de financement et aux marchés, y compris grâce à l'utilisation des TIC.
	Indicateur 2.2.6B : Nombre de producteurs agricoles utilisant des techniques novatrices et résilientes de contrôle et de gestion de l'eau et/ou des techniques de gestion durable des terres	2.2.6.3 Renforcer l'accès des agricultrices, y compris les femmes vulnérables et les transformateurs, aux matières premières et autres équipements de production afin de réduire la difficulté de leur travail en lien avec le changement climatique
	Indicateur 2.2.6C : Nombre de femmes rurales soutenues par ONU-Femmes pour accéder aux ressources productives, les utiliser et/ou les contrôler	
2.2.7 Les petites et moyennes entreprises et les groupes dirigés par des femmes, en particulier des jeunes femmes, ont augmenté leur capacité de production grâce à l'amélioration de la disponibilité et de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie renouvelables à moindre coût	Indicateur 2.2.7A : Nombre de femmes / groupes formés aux techniques modernes de transformation agroalimentaire utilisant des énergies renouvelables	2.2.7.2 Accroître l'accès et l'utilisation des énergies renouvelables par les communautés, en particulier les femmes et les filles vulnérables, afin de faire progresser leurs activités dans le domaine de l'agriculture durable et intelligente »
	Indicateur 2.2.7B : Nombre de PME/groupements agricoles bénéficiant d'équipements/installations d'énergie renouvelable Indicateur 2.2.7C : Nombre de PME/groupements agricoles ayant augmenté leur capacité de production grâce à l'utilisation d'énergies renouvelables Indicateur 2.2.7D : Nombre d'agricultrices enregistrées et utilisant la plateforme Buy from Women	